



membre du Parti de la gauche européenne - Section du Bassin minier – 16.07.2019

## **Organisation et transformation du système de santé**

Des cris d'alerte, de colère et de souffrance résonnent dans tout le pays. Les établissements de santé vont mal, les personnels sont épuisés, éreintés, à bout de souffle. Aujourd'hui, 183 services d'urgences sont en grève, depuis plusieurs mois pour certains d'entre eux. Les urgences sont un miroir grossissant du dysfonctionnement du système de santé. L'été risque d'être catastrophique, avec plusieurs pics caniculaires annoncés. Ce que réclament les syndicats et les personnels, ce sont des moyens humains et matériels supplémentaires, mais aussi la valorisation des métiers et la revalorisation des salaires.

Voilà résumée, en quelques mots, la réalité vécue au quotidien par un personnel professionnel qui tient encore debout – mais pour combien de temps ? Vos réponses, madame la ministre, consistent à renvoyer le problème à plus tard, avec un rapport sur les urgences annoncé pour l'automne : un rapport de plus, qui rejoindra ceux, couverts de poussière, que l'on empile dans les placards. Le meilleur rapport qui puisse exister, c'est l'expression même des personnels soignants. Je crois à l'intelligence syndicale, citoyenne et collective.

Vous avez confié une mission à M. le député Thomas Mesnier, rapporteur du projet de loi « ma santé 2022 » – et, fidèle à ses convictions, il ne pourra pas démentir ce qu'il a écrit ou co-écrit – et au professeur Carli, qui a déjà rendu des conclusions en 2013, dans un rapport dont voici un extrait : « Le problème de l'aval des urgences dépasse largement la difficulté exprimée par les urgentistes de "trouver des lits". Ce n'est pas un problème d'organisation ou une défaillance des équipes médicales d'urgence. La saturation des urgences est avant tout un problème de l'établissement de santé. Elle est le plus souvent la conséquence et non la cause d'un défaut d'organisation de l'établissement. »

Pour en revenir aux urgences, vous allez certainement me dire que vous avez débloqué 70 millions d'euros, dont 15 millions pour renforcer les effectifs là où les services sont sous tension et 55 millions pour la prime de 100 euros versée aux personnels, médecins exceptés. C'est véritablement une goutte d'eau dans l'océan, quand on sait que, pour les années 2018 et 2019, vous demandez aux établissements de santé de se serrer la ceinture en consentant un effort de 2,5 milliards, alors que la population et l'espérance de vie continuent de progresser en France. Plus d'humains, plus de vies à soigner, mais moins d'argent de l'État : nul besoin d'être mathématicien pour connaître les résultats d'avance. Cela ne peut pas fonctionner.

Quand on parle de vies humaines, on ne devrait pas parler de rapports, de plans, de chiffres, de pourcentages et de théories à long terme. Aujourd'hui, dans les hôpitaux, on entend résonner la souffrance et la colère face à l'absence de réponse. Ce qu'il faut, c'est « ma santé 2019 », non « ma santé 2022 » ! C'est tout de suite qu'il faut agir ! (Alain Bruneel Député PCF – 10.07.2019)

### **Toutes et tous ensemble pour notre Centre Hospitalier**

Seule une action massive et déterminée peut inverser la tendance, sauvegarder une offre globale de soins de qualité et de proximité et favoriser l'emploi dans le Bassin minier. Après le rassemblement devant l'entrée du Centre Hospitalier du 9 mai, nous appelons à des nouvelles actions réunissant les personnels, les usagers et les organisations qui luttent pour une meilleure politique de santé.